

Jean-Yves Camus : “Au niveau local, le Front national a toujours pratiqué l’union des droites depuis 1983”



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 31 mai 2019

Source [Le Salon Beige] Malgré le maintien d’un discours “ni droite ni gauche”, les élus et cadres du Rassemblement national (RN) ne s’y trompent pas. Ils ont bien compris que le RN était en position de force pour les municipales de 2020 à condition de s’entendre localement avec les élus locaux LR. [Les perspectives](#) sont plutôt séduisantes quitte à rebaptiser l’union des droites en “stratégie de rassemblement”.

Au scrutin du 26 mai, la liste RN est arrivée en tête dans 69 départements, contre 32 pour celle de LREM. Marine Le Pen a appelé dimanche soir «tous les patriotes d’où qu’ils viennent» à la rejoindre, en énumérant les prochains scrutins comme «autant de marches à franchir sur la voie du rassemblement national». Les cadres RN s’activent déjà pour donner corps, d’ici aux municipales de mars 2020, au «rapprochement des droites» baptisé «stratégie du rassemblement».

(...) Philippe Olivier, a l’œil brillant : «Moi qui ai quarante ans de militantisme, j’ai connu Dreux. Je peux dire que ça va secouer à droite». Dreux, c’est 1983 (...) Une liste née de l’alliance inédite RPR-Front national conquiert la mairie socialiste d’Eure-et-Loir. Cette référence couve, en 2019, une menace pour Les Républicains en déroute (...), le RN rêve de nouveaux Dreux.

Hypothèse plausible, selon le politologue Jean-Yves Camus : «Marine Le Pen a écrasé la formation qui était le principal parti de gouvernement jusqu’en 2012, c’est inédit. Dans certaines configurations locales, la reconquête passera en 2020 par le RN». (...) L’état-major RN laisse entrevoir une stratégie à deux jambes.

La première : attirer les élus LR dans les filets frontistes, soit pour bâtir des listes communes, soit pour sécuriser des alliances de second tour. «Nous, on sait ce que signifie être dans l’opposition. Mais eux, ils vont paniquer... Sauve qui peut !», flaire un vieux briscard RN. A Tarascon (Bouches-du-Rhône), où le maire LR a battu le Front national en 2014, le RN culmine cette fois à 42,1%, loin devant LREM (13,7%) et LR (7%). A La Trinité (Alpes-Maritimes), commune de droite, la liste de Jordan Bardella (40,5%) a écrasé celle de Nathalie Loiseau (11,8%) et celle de François-Xavier Bellamy (8%). «Dès demain, on ira dans ces villes pour rassembler», projette Philippe Vardon, ex-directeur de campagne RN et probable candidat aux municipales de 2020 à Nice. «On a déjà des contacts, il faut concrétiser», confirme Louis Aliot, lui-même aspirant à la mairie de Perpignan. Le député RN des Pyrénées-Orientales veut s’adresser aux nombreux maires LR du littoral occitan. A Saint-Cyprien, la droite installée depuis cinq décennies n’a récolté que 10%, le RN 40%. A Baixas, le maire LR s’est invité à une réunion publique frontiste, chose impensable en 2014... «Tout le monde suivait les oukases d’en haut. Mais sur le terrain, on ne raisonne plus comme les états-majors. Wauquiez a déçu», poursuit Louis Aliot. Adieu le «ni droite ni gauche» que Marine Le Pen a toujours prôné, et prône encore ? «On s’adapte au contexte avec un discours pragmatique : le contexte, c’est qu’on a siphonné la droite», reconnaît-il.

L’autre jambe consiste à parler directement à l’électorat LR. Ce que fait une Marion Maréchal lorsqu’elle affirme possible l’alliance entre le RN et la droite Bellamy. «Les choses évoluent, je suis ravie d’entendre les cadres RN prôner l’union des droites», applaudit Emmanuelle Ménard, députée d’extrême droite élue en 2017 avec le soutien du FN. A Béziers, le RN s’affiche à 37,6% des voix, un record. Le maire Robert Ménard a annoncé qu’il se représenterait, mais sans l’appui des partis comme en 2014. «Nous montrerons l’exemple pour faire tomber le diktat. Soit on gagne comme ça, soit tout le monde perdra», prévient son épouse.

Au niveau local, le Front national a «toujours pratiqué l'union des droites depuis 1983», rappelle Jean-Yves Camus. Avec le centriste Jacques Blanc dans le Languedoc-Roussillon ou Jean-Claude Gaudin en Paca. En 1998, la droite lyonnaise minée par sa défaite aux législatives va plus loin. Charles Millon, ancien ministre de Chirac, pactise avec Bruno Gollnisch (...) Les élus LR devront choisir entre leur âme et le réalisme politique, déduit le politologue. Marine Le Pen n'a aucune raison de mettre de l'eau dans son vin : son coup de barre sur l'immigration et l'identité a fait déplacer les électeurs".

31/05/2019 06:00